

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Entretien-avec-Monica-ChujiResistance-des-peuples-originares-au-modele-extractiviste-de-l-Equateur>

Entretien avec Monica ChujiResistance des peuples originaires au modèle extractiviste de l'Équateur.

- Notre Amérique - Frère Indigène -
Date de mise en ligne : mercredi 21 janvier 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[JPEG - 6.1 ko] **Monica Chuji**

Monica Chuji est une militante indigène quichua de l'Amazonie équatorienne. Pour *Alianza País*, le parti du président Rafael Correa, elle a été membre de l'Assemblée nationale constituante qui a rédigé le projet de nouvelle constitution de l'Équateur. Avant son élection à l'Assemblée, Chuji était secrétaire de Communication et porte-parole de Correa. En septembre, elle a rompu avec lui et a quitté le parti après plusieurs mois de conflit croissant entre le président et les mouvements sociaux et indigènes. Entretien.

Le bombardement par la Colombie d'un campement de la guérilla des F.A.R.C. en territoire équatorien le 1er mars [2008] et les événements entourant la confiscation des propriétés de banquiers responsables de la crise économique de 1999-2000 ont renforcé le soutien à Correa. Mais les conflits entre le président et la gauche sur des questions sociales, économiques et environnementales n'ont fait que croître. Les mouvements sociaux ont été choqués par l'instauration de l'état d'urgence par Correa en novembre 2007 et par la violente répression des manifestations dans les installations pétrolières de la ville amazonienne de Dayuma [1]. En juillet dernier, Alberto Acosta, un vieil allié des mouvements sociaux, a rompu avec Correa. Ancien ministre des Mines et du Pétrole, Acosta a démissionné de son poste de président de l'Assemblée constituante en raison de désaccords de procédure et politiques. Il y a eu cependant des signes de rapprochement entre les deux amis en conflit tout au long du mois de novembre.

La Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (C.O.N.A.I.E.) et d'autres groupes critiquent l'appui de Correa à l'exploitation minière à grande échelle et aux méga projets de développement. Les mouvements sociaux n'ont pas réussi à faire inclure les garde-fous constitutionnels qui auraient reconnu aux communautés un droit au « consentement préalable » avant l'exécution de tout projet d'exploitation minière ou pétrolière sur leurs territoires. Le projet Manta-Manaus est un autre point de friction. Il consiste en la construction d'infrastructures multimodales de transport entre les côtes brésiliennes et équatoriennes, causant une destruction massive de la forêt amazonienne. Les membres indigènes de l'Assemblée se sont aussi heurtés aux alliés de Correa dans leur tentative de faire reconnaître le quichua comme seconde langue officielle de l'Équateur. Le compromis faisant du quichua et du shuar « *une langue officielle des relations interculturelles* » a permis de mettre fin à la dispute mais les implications n'en sont pas claires.

La C.O.N.A.I.E. est le mouvement social le plus fort du pays. Il a joué un rôle clé dans le renversement du président Jamil Mahuad en janvier 2000 et a mené des luttes nationales victorieuses contre le traité de libre-échange avec les États-unis et contre la multinationale Occidental Oil. Mais l'organisation a été secouée par les divisions internes au cours du mandat de l'ex-président Lucio Gutiérrez qui coopta certains des plus anciens leaders de l'organisation. Aujourd'hui, la C.O.N.A.I.E. et d'autres mouvements sociaux luttent pour se remobiliser contre les politiques d'un président qui bénéficie de hauts niveaux de popularité et qui tient un discours de gauche.

Entretien avec Monica Chuji

Pourquoi avez-vous quitté Alianza País ?

Il est d'abord important d'expliquer le contexte dans lequel j'en suis venue à faire partie d'*Alianza País* (AP). Cela a commencé quand j'étais secrétaire de Communication et porte-parole de Rafael Correa. Je me sentais attirée par le projet d'AP parce que je voyais que le président et son parti prenaient les revendications populaires en compte durant la campagne. Il s'agit de revendications historiques de changement qui ont d'abord été portées par des syndicats. Après 1990, c'a été le tour du mouvement indigène qui fut l'un des premiers à proposer une réforme structurelle de l'État équatorien. Il proposait une assemblée nationale constituante comme l'unique forme de réformer l'État équatorien. Ensuite, d'autres forces se sont joints à eux : les femmes, les paysans, les afro-équatoriens, la communauté LGBT et, c'est très important, les écologistes. Nombre des revendications du mouvement indigène tournaient déjà, bien entendu, autour de thèmes territoriaux et environnementaux en rapport avec les ressources naturelles.

Comment ces mouvements ont-ils interagi avec le président Correa ?

Le régime de Correa a bénéficié de tout cela. Il a recueilli cet ensemble de revendications historiques, sociales et politiques. D'autres présidents en avaient fait de même, comme Lucio Gutiérrez qui a rapidement rompu cette alliance [entre le gouvernement et le mouvement social]. Rafael Correa usurpe aussi ce capital [politique], ses revendications et commence à avancer. Parmi ces demandes, il y avait bien sûr l'Assemblée constituante pour transformer le pays et en finir avec le néolibéralisme. Les mouvements sociaux et le mouvement indigène ont proposé une assemblée et un État plurinational comme un modèle de rupture avec le néolibéralisme. Beaucoup d'entre nous avons commencé à nous identifier avec ce projet. C'est alors que j'ai décidé de rejoindre le cabinet de Correa.

Quand j'ai décidé de le quitter et de me présenter à l'Assemblée constituante, j'ai clairement fait savoir que je me concentrerais sur la défense de l'environnement, les ressources naturelles, les souverainetés, la communication, les droits collectifs, une réforme politique structurelle générale.

Comment étaient vos relations avec Correa à ce moment-là ?

Assez bonnes. On a toujours été d'accord sur le fait que je ne m'occuperais jamais d'une chose sur le simple argument que je suis indigène. Je ne me prêterais jamais à un jeu qui permette au président de dire que « ce cabinet est diversifié parce que nous avons une femme indigène ». J'étais enthousiasmée parce qu'il y avait une possibilité de construire et de contribuer à un type différent de système de communications. De ne plus continuer avec la même vieille image folklorique à laquelle nous sommes habitués. Mais nous nous sommes séparés en bons termes même si le président a toujours eu un certain ressentiment envers le mouvement indigène parce qu'il n'a pas appuyé sa campagne présidentielle.

Parfois il me disait : « *Vous, ceux de la C.O.N.A.I.E., vous représentez seulement 2%* ». Je lui répondais : « *Vous ne pouvez pas juger, disqualifier et sous-estimer un mouvement historique quand vous savez que le mouvement indigène, dirigé par la C.O.N.A.I.E. est une force politique très forte* ».

On ne peut juger la C.O.N.A.I.E. sur base des résultats des élections d'une seule année ! [Le candidat présidentiel de l'organisation en 2006, Luis Macas, n'a récolté que 2,18% des votes].

Exactement et je le lui ai toujours dit, de manière très respectueuse. Mais il a toujours eu des doutes. Idem avec les écologistes qu'il a qualifiés de « *groupe d'extrémistes* ». Il a pourtant fait campagne avec un discours écologiste fort. Donc, si je suis partie en bons termes, j'ai tout de même vu qu'il commençait à ouvrir son cabinet à des opportunistes, des gens entrant par la porte de derrière. C'est devenu évident après son deuxième mois à la présidence. Je me suis rendu compte que je ne pouvais pas avoir d'influence au sein du cabinet et j'ai pensé que je pouvais avoir plus de poids au sein de l'Assemblée.

A ce moment-là, y avait-il un quelconque type de consensus général au sein du cabinet ?

Il n'y avait pas une pluralité ou une idée claire de vers où nous allions. Mais je pensais que c'était le président qui était en charge de cela et qu'il était peut-être en train de changer de direction. J'ai commencé à voir les effets de ce glissement quand je suis arrivée à l'Assemblée. J'ai commencé à constater la poursuite de la même vieille « ligne » et du modèle extractiviste. Il n'y avait pas de changement sur cette question. En réalité, il y avait une radicalisation plus profonde : « *On continuera à extraire du pétrole. Point final.* » Il n'y avait pas de discussion autour d'une économie post-pétrolière.

Y a-t-il eu un moment, auparavant, au cours de cette administration dans lequel ces thèmes ont été davantage débattus ?

Oui, quand j'étais dans le cabinet, il y avait des discussions. A ce moment-là, il y avait beaucoup d'appui d'Alberto Acosta. Il y a eu par exemple une proposition du ministère de l'Agriculture de planter 20 000 hectares de palme africaine. J'ai réagi en disant que « ce n'est pas une alternative pour ce pays. La palme africaine est une monoculture qui met en danger la diversité agricole et la souveraineté alimentaire ». Alberto Acosta a soutenu la même ligne. Nous avons commencé à être minoritaire au sein du gouvernement.

Un autre exemple parlant est celui d'I.T.T. Les peuples Taegheri et Taromenane [qui vivent volontairement en isolement] vivent dans la zone d'Ishpingo-Tambococha-Tiputini (I.T.T.). C'est le territoire du peuple Huaorani. Les peuples indigènes de l'Équateur, en accord avec les traités internationaux et la constitution de 1998, ont demandé que cette zone soit protégée. Le président, qui est très intelligent, a dit : « Génial, on laisse le pétrole sous terre et on voit combien de pays nous apporteront les 500 millions de dollars annuels que nous perdrons ». Il savait que ce serait très difficile à obtenir.

La nouvelle constitution aidera-t-elle à protéger ces zones ?

Le même type de double discours a été tenu au sein de l'Assemblée. Il y a un article qui établit que « *l'exploitation en zones protégées est interdite. Mais dans des circonstances exceptionnelles, le président de la République pourra les exploiter avec la permission du Congrès* ». Il sait qu'il aura la majorité politique et qu'on lui permettra d'exploiter la zone d'I.T.T. ou toute autre zone protégée. Nous nous y opposons mais nous n'avons pas pu réunir les votes nécessaires. La majorité des gens dans *Alianza País* sont des gens qui obéissent, qui ont des ambitions électorales. Ils font ce que le président et le comité exécutif [du parti] leur disent.

Selon vous, quels sont les aspects les plus préoccupants de Correa ?

Les gens se sont mobilisés à Dayuma et ont été réprimés. Il y a eu une mobilisation à Cuenca contre les projets d'exploitation minière et le président est venu dire à la radio que « *si vingt de ces écologistes fous protestent, j'appellerai 20 000 ou 200 000 habitants pour les affronter* ». Qu'est-ce que c'est que cela ? Quel type de régime est-ce ? C'est cela le socialisme du XXI^e siècle ?

Quel type de parti est *Alianza País* ?

Depuis le départ, il est clair qu'il y a deux tendances au sein d'*Alianza País*. Une gauche et une droite. Quant aux membres indigènes, ils ont toujours eu leur propre identité distincte, même quand nous nous alignons avec la gauche. Nous étions beaucoup plus au début, mais beaucoup de gens ont pris peur. Nous pensions que nos plus grands opposants proviendraient de la droite mais il s'est avéré que c'est de l'intérieur de notre parti qu'ils ont émergé.

Les gens du président qualifient d' « infiltrés » à beaucoup d'entre vous !

Ce que j'ai dit c'est que c'est lui le véritable infiltré. Je ne suis pas entré par la porte de derrière. Je n'ai pas infiltré ce processus.

Pourquoi avez-vous décidé maintenant de quitter le parti ?

Il y a eu trois moments au cours desquels j'ai failli démissionner. Le premier, c'était durant la répression à Dayuma. J'ai décidé de ne pas le faire parce que je pensais que je n'aurais pas d'influence en étant hors du parti. La seconde fois, c'était le jour du vote de la constitution de l'Assemblée, mais je ne l'ai pas fait parce que beaucoup de mes *compañeros* m'ont convaincu que la droite en profiterait. Par contre, la troisième fois, je n'ai pas pu faire autrement avec la radicalisation du discours du président contre les mouvements sociaux et les militants des droits de l'homme. Il est maintenant devenu évident qu'il y a deux projets : celui d'*Alianza País* et le projet d'origine.

Pourquoi avez-vous appuyé la nouvelle constitution ?

Même si c'est de manière limitée, la nouvelle constitution reflète de nombreuses aspirations populaires. C'est le produit d'une force collective. C'est un pas en avant dans ce processus. Peut-être que c'est le point d'arrivée pour *Alianza País* mais pour moi et pour le peuple équatorien, c'est seulement un pas en avant.

Quels sont les progrès les plus importants pour les peuples indigènes ?

Un point important est la reconnaissance des droits collectifs. L'article 57 établit que le gouvernement « *reconnaît et garantit les territoires communaux indigènes, leurs communautés, peuples et nationalités en conformité avec la constitution et les accords, conventions et déclarations et autres instruments internationaux de droits de l'homme pour la protection des droits collectifs* » [Traduction non officielle].

Vous poursuivrez la lutte pour le « consentement préalable » à la réalisation de tout projet concernant les ressources naturelles ?

Cette question sera tranchée en grande partie par des lois secondaires et au travers de résistances et de soulèvements pacifiques. Nous devons jouer un rôle. Le président était récemment au Brésil pour négocier le projet Manta-Manaus. Est-ce que nous avons été consultés, nous, les peuples du bassin amazonien ? Non. Avons-nous le droit à être consultés ? Oui. C'est un autre exemple du tournant à droite de cette administration. Tout changer pour que rien ne change. Nous devons exiger de l'honnêteté, de la transparence et du pluralisme. Je crois que l'on doit être cohérent dans la vie, mourir avec la conscience propre.

Par Daniel Denvir *

[Up Side Downworld](#), novembre 2008.

Traduction : Frédéric Lévêque ([RISAL.info](#)).

Daniel Denvir, Journaliste indépendant résidant à Quito, en Equateur. Il a reçu en 2008 le prix Samuel Chavkin du journalisme d'investigation octroyé par le NACLA ([www.nacla.org/](#)). Il est aussi rédacteur en chef de [www.caterwaulquarterly.com](#).

[Du même auteur...](#)

Post-scriptum :

Notes :

[1] En novembre 2007, le président Correa a déclaré l'état d'urgence dans la ville amazonienne de Dayuma à la suite des blocages par des manifestants de plusieurs champs pétroliers. La répression des manifestants fut violente et plusieurs personnes furent arrêtées. Au final, une amnistie fut déclarée pour les personnes emprisonnées et l'Assemblée nationale reconnut que la police avait fait un usage excessif de la force

contre les habitants de Dayuma.